

Numéro	Objet	Date	Envoyé en préfecture le 16/12/2025 Reçu en préfecture le 16/12/2025 Publié le Nomendature
062/2025	Adhésion au groupement de commandes TPA pour la mise en conformité RGPD Mutualisation et externalisation du DPO	11/12/2025	ID : 013-211300363-20251211-25_DEL_062-DE

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

-----

### Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**  
Présents : **19**  
Procurations : **6**  
Votes : **25**

L'an deux mille **vingt-cinq**, le **vingt-huit octobre**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf heures**, **Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.  
Date de la convocation : **22 octobre 2025**

**OBJET : Adhésion au groupement de commandes TPA pour la mise en conformité RGPD Mutualisation et externalisation du DPO**

**Étaient présents les Conseillers Municipaux :** GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, DELAIR Patrick, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, REY Nathalie, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, FRESQUET Véronique, SALINAS Bérangère, BARAT Michel, OWEDYK Corinne, CHAUVIN Kenny, COSTES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

#### Résultat du vote :

Pour : **25**  
Contre : **0**  
Abstentions : **0**

**Absents excusés et représentés :** MISTRAL Christiane, représentée par POURTIER Yvette, AMAT Bruno représenté par BARAT Michel, AMIARD Ludivine représentée par NIETO Corinne, JULLIAN Madeleine représentée par KAPPES Vincent, DELABRE Éric représenté par LIBOUREL Vincent, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène représentée par HOUDIN Florence.

**Absent excusé :** ROSELLO Louis, PERRIN Christine.

Les autorités ou organismes publics, sont obligatoirement tenues de désigner un délégué à la protection des données.

Cette personne (interne ou externe) est la garante du respect de la législation en matière de protection des données personnelles.

Pour rappel, une donnée personnelle constitue tout élément d'information susceptible d'être rattaché à une personne (nom, prénom, âge, sexe, numéro de sécurité sociale, etc.). Les collectivités territoriales traitent un grand nombre de données personnelles dans le cadre de leurs compétences (administrés et personnels).

Actuellement et de manière temporaire, le cabinet ACTEAM conseille « Terre de Provence Agglomération » dans une mission réduite.

Il ressort des préconisations de la CNIL que la mutualisation est une solution particulièrement adaptée pour les plus petites collectivités territoriales.

Elle leur permet de diminuer les coûts financiers associés à la fonction, tout en bénéficiant des services de professionnels disposant de compétences spécifiques en la matière.

Cet été, « Terre de Provence Agglomération » a été sollicité sur le recours à un DPO externe et sur sa mutualisation avec ses communes membres.

C'est pourquoi, Terre de Provence propose une organisation de la mutualisation et externalisation de la fonction de délégué à la protection des données de Terre de Provence et ses communes membres

Le support de la mutualisation sera un groupement de commande entre les communes demanderesses et l'agglomération, qu'il conviendra de signer au nom de la Commune après avis du Conseil Municipal.

La facturation de ce service sera effectuée par le prestataire retenu de manière individuelle auprès de notre collectivité.

Les factures seront proratisées en fonction du nombre d'habitants, individualisées et adressées directement par le titulaire du contrat aux différentes collectivités qui en assureront le paiement.

A cet égard, Terre de Provence est considérée comme une 14<sup>ème</sup> Collectivité de 60 440 habitants, puisqu'elle gère ses propres traitements.

	Population	TOTAL (en % du prix)	ESTIMATION HAUTE (€)	ESTIMATION BASSE (€)
Terre de Provence	60 440	50	40 000	20 000
Barbentane	4 262	4	2 821	1 410
Cabanes	4 576	4	3 028	1 514
Chateaurenard	16 668	14	11 031	5 516
Eyragues	4 289	4	2 839	1 419
Graveson	4 743	4	3 139	1 569
Maillane	2 779	2	1 839	920
Molleges	2 651	2	1 754	877
Noves	5 918	5	3 917	1 958
Orgon	2 662	2	1 762	881
Plan d'Orgon	3 562	3	2 357	1 179
Rognonas	4 186	3	2 770	1 385
Saint Andiol	3 369	3	2 230	1 115
Verquieres	775	1	513	256
TOTAL	120 880	100,00	80 000	40 000

Il est envisagé que la mission DPO externe démarre au début de l'année 2026 à l'issue de la consultation qui va être menée prochainement par « Terre de Provence Agglomération ».

**Vu** le CGCT et notamment l'article L 2113-6 du code de la commande publique,

**Considérant** que la commune a des besoins en matière de mise en conformité RGPD

**Considérant** qu'un groupement de commandes pour la mise en conformité RGPD et la mutualisation d'un DPO entre TPA et ses 13 communes devrait permettre de faire bénéficier les membres de conditions économiques communes avantageuses et d'une optimisation du service

**Considérant** que TPA propose d'adhérer à un groupement de commandes concernant la mise en conformité RGPD et la mutualisation d'un délégué à la protection des données

Le Conseil Municipal, à l'**Unanimité**, décide de :

**Adhérer** à ce groupement de commandes

**Accepter** les termes de la convention constitutive de groupement, annexée à la présente délibération

**Autoriser** le Maire à signer la convention et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la délibération

**Autoriser** le coordonnateur TPA à organiser les procédures de passation dans le respect des règles du code de la commande publique et choisir un prestataire commun à l'ensemble des membres du groupement

**Autoriser** le coordonnateur à signer les marchés et accords-cadres, ou leurs avenants, à intervenir pour le compte de la commune.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

*Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.*

Michel GAVANON

  
Maire d'Eyragues

*Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité.*

*Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique «Télerecours citoyens» accessible par le site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :*

- *date de sa réception par le représentant de l'Etat ;*
- *date de sa publication.*

*Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :*

- *à compter de la notification de la réponse de la Commune ;*
- *deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.*

Envoyé en préfecture le 16/12/2025

Reçu en préfecture le 16/12/2025

Publié le



ID : 013-211300363-20251211-25\_DEL\_062-DE